



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Rapport de l'OCDE sur les réformes structurelles menées en France

Question au Gouvernement n° 1873

Texte de la question

RAPPORT DE L'OCDE SUR LES RÉFORMES STRUCTURELLES MENÉES EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Éric Alauzet.

M. Éric Alauzet. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, hier, l'OCDE a remis son analyse économique de la situation française, qui met en évidence les effets des réformes structurelles intervenues depuis 2017.

On y apprend que les mesures prises depuis le début du quinquennat contribueraient à une augmentation de 3,2 % du PIB par habitant à un horizon de dix ans. Derrière ce chiffre froid, c'est le pouvoir d'achat des Français qui s'améliore...

M. Pierre Cordier. Ils le disent tous les jours d'ailleurs !

M. Éric Alauzet. ...et l'emploi qui repart grâce aux réformes ambitieuses de la formation, à la loi PACTE en faveur des entreprises et aux mesures prises pour augmenter les revenus du travail. Mieux, le surplus de croissance contribuera à la redistribution, en bénéficiant davantage aux revenus moyens et faibles qui augmenteraient de 4 % à 6 %.

Mais il n'est pas besoin d'attendre, les résultats sont déjà là. Alors que la France affichait depuis 2013 un taux de croissance inférieur à la moyenne de la zone euro, notre pays reprend le dessus et vire dans le peloton de tête dès 2019. (*M. Jean-Michel Fauvergue applaudit.*) La croissance sera portée par la hausse de la consommation des ménages, par l'investissement des entreprises et par la baisse du taux de chômage, malgré un ralentissement des relations avec nos principaux partenaires commerciaux.

L'OCDE rappelle cependant que cette embellie ne doit pas nous détourner de la nécessité de poursuivre les réformes en profondeur, telles que celles prévues pour relever les défis de la dette et de l'économie verte, de la création d'emplois – notamment d'emplois les plus qualifiés –, de l'inclusion et de la mobilité sociale.

L'OCDE pointe cette nécessité sachant que la croissance du PIB ne constitue pas l'alpha et l'oméga du bonheur et du progrès, même si elle reste un marqueur important pour mesurer les résultats de la France et son retour dans le peloton de tête au sein de l'Union européenne.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous apporter votre regard sur la situation de l'économie française en Europe et ses perspectives ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean-Paul Lecoq. Et auteur de la question !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, le secrétaire général de l'OCDE nous a remis hier son rapport sur la situation économique de la France. Il établit une chose simple dont les membres de la majorité peuvent être fiers : notre politique économique donne des résultats pour les Français. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Notre politique économique, c'est un demi-million d'emplois créés en France depuis 2017. Notre politique économique, c'est 1,4 point de croissance, soit le niveau le plus élevé de la moyenne des pays de la zone euro. Notre politique économique, c'est le rétablissement des finances publiques puisque, pour la troisième année consécutive, grâce à l'effort que nous avons fait, Gérard Darmanin et moi-même, nous serons sous la barre des 3 % de déficit public. *(Mêmes mouvements.)*

Qu'est-ce que ce rapport établit en deuxième lieu ? Il établit que si nous poursuivons dans la voie de ces transformations économiques, nous pouvons gagner 3,2 points de richesse supplémentaire en dix ans pour les Français.

Le rapport est très précis : il dit que la réforme de la fiscalité - le prélèvement forfaitaire unique et l'allègement de la fiscalité sur le capital - permettra plus d'investissements, plus d'innovations et 1,4 point de croissance supplémentaire pour la France sur dix ans. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Il établit que la réforme du marché du travail - de meilleures formations et qualifications -, engagée par Muriel Pénicaud, c'est aussi 1,4 point de richesse nationale supplémentaire pour les Français sur dix ans. *(Mêmes mouvements.)*

Enfin, il établit que le projet de loi sur la croissance et la transformation des entreprises, qui prévoit un soutien aux PME et un meilleur financement, sur lequel vous vous prononcerez demain en lecture définitive, c'est aussi plus de richesse pour les Français sur dix ans. *(Mêmes mouvements.)*

Avec le Président de la République et le Premier ministre, nous en tirons une conclusion simple : nous sommes engagés dans la voie du redressement économique de la France. C'est grâce à votre courage et à votre lucidité. Alors continuons dans cette voie ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Éric Alauzet](#)

Circonscription : Doubs (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1873

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 avril 2019](#)